

> Analyses et témoignages > Journal de l'Afrique > Futurs champs de bataille des États-Unis d'Amérique en (...)

## Futurs champs de bataille des États-Unis d'Amérique en Afrique

NICK TURSE

Partager 8

16 juin 2015

Article en PDF: 

Vêtus par un kaléidoscope de modèles de camouflage, ils ont passé trois jours entassés dans une base militaire de Floride. Ils appartenaient au Commandement d'Opérations Spéciales des États-Unis (SOCOM) et au Commandement d'Opérations Spéciales de l'Armée des États-Unis. Il y avait aussi des forces de la France, de la Norvège, du Danemark, de l'Allemagne et du Canada : 13 pays au total. Ils sont venus projeter une campagne militaire « centrée sur des opérations spéciales » avec l'appui de forces conventionnelles, une opération multilatérale qui – en cas de réalisation – pourrait coûter des centaines, peut-être des milliers de millions de dollars et, qui sait, combien de vies.



### 2044 ou le revers

Demandez aux participants et ils parleront de prendre en compte les « sensibilités » et les « différences culturelles », l'importance de la « collaboration » et de la « coordination », la valeur de la diversité d'opinions, les « perspectives » et les « associations ». Cependant, à huis clos et sans que le sache la majorité de la population de leurs propres pays, nous ne dirions pas celle des pays qui sont désignés comme objectifs, un petit groupe de stratèges d'opérations spéciales occidentales ont ébauché un « futur militaire multilatéral » pour une région d'Afrique pleine de problèmes.

Entre le 13 et le 15 janvier (2015), des représentants des États-Unis d'Amérique et de 12 pays alliés se sont réunis sur la base aérienne MacDill à Tampa, Floride, pour réaliser un exercice nommé « *Silent Quest 15-1* ». Le scénario fictif dans lequel ils ont présenté leur jeu de guerre a fait les titres des journaux. C'était un amalgame de deux catastrophes, réelles et en cours, de politique extérieure et de contre-terrorisme de l'époque post 11-S : le développement de **Boko Haram** au Nigeria et l'apparition de l'État Islamique, aussi connu comme l'État Islamique d'Irak et du Levant ou d'EIL [Daech]. Le jeu de guerre fut axé sur l'apogée imaginaire d'un groupe nommé « État Islamique d'Afrique » et l'étendue de son proto-califat à des parties du **Nigeria**, du **Niger**, et du **Cameroun**, pays victimes de la terreur de Boko Haram, qui vient de jurer sa loyauté à l'État Islamique. « *Silent Quest 15-1* » a été le dernier d'une série d'exercices – le premier a eu lieu en mars 2013 – élaborés pour tracer les plans d'intervention des forces d'opérations spéciales pour la décennie suivante. Ce jeu de guerre n'a pas été un jeu du style *paintball*. Il n'y a pas eu de fusillades simulées, ni de répétition générale. Cela ne fut pas l'équivalent belliqueux de cette version du football-américain qui se joue sans placages. C'était un exercice théorique de simulation à partir de quelque chose de trop réel : la panoplie croissante d'activités militaires des États-Unis et de leurs alliés dans des zones de plus en plus étendues de l'Afrique. En parlant de ce continent, Matt Pascual, l'un des participants de l'opération et le responsable pour l'Afrique du Groupe d'Appui Euro-Afrique du SOCOM, a remarqué que les États-Unis et leurs alliés traitaient déjà « une myriade de sujets » régionaux et, peut-être le plus important, que beaucoup de pays participants « sont déjà là ». Le pays qui « est déjà là » avec une plus grande présence que le reste est, bien sûr, celui de Pascal : Les États-Unis d'Amérique.

Durant les dernières années, les États-Unis ont été impliqués dans diverses interventions multilatérales en Afrique, y compris une en Libye. Ce qui suppose une guerre secrète et une campagne conventionnelle de missiles et de raids aériens, l'assistance aux forces françaises en République Centrafricaine et au Mali et l'entraînement et le financement de partenaires africains pour s'attaquer à des groupes combattants comme Boko Haram, *al-Shabab* en Somalie et *Ansar al-Dine* au Mali. En 2014, les États-Unis ont mené 674 actions militaires en Afrique, presque deux missions par jour, et un bond de presque 300 % dans le nombre d'opérations, d'exercices et d'activités annuelles de formation dans le domaine militaire et non militaire depuis la création du *Commandement pour l'Afrique des États-Unis* (AFRICOM) en 2008.

Malgré l'avalanche de missions et une augmentation similaire des bases, du personnel et du financement, le panorama dépeint le mois dernier devant le Comité des Services Armés du Sénat par le général David Rodriguez, commandant de l'AFRICOM, fut étonnamment affligeante. La vision proposée par Rodriguez était celle d'un continent en crise, menacé de l'est à l'ouest par les groupes combattants qui s'étaient développés et renforcés, ou bien qui avaient étendu leur portée malgré les efforts antiterroristes des États-Unis.

Rodriguez a dit aux membres du comité que « *des terroristes et des réseaux criminels transrégionaux s'adaptent et s'étendent d'une manière agressive* ». « *Al-Shabab a élargi ses opérations pour diriger, ou pour essayer de diriger, des attaques asymétriques contre l'Ouganda, l'Éthiopie, Djibouti et surtout le Kenya. La menace libyenne augmente rapidement, incluant la présence de plus en plus étendue de l'EIIL... Boko Haram menace la capacité du Gouvernement du Nigeria à garantir la sécurité et les services de base dans de vastes zones du nord-est* ». Cependant, malgré leurs mauvais résultats depuis que l'Armée US a commencé à « *pivoter* » vers l'Afrique après le 11-S, les États-Unis d'Amérique viennent de signer un accord pour maintenir leurs troupes sur le continent pratiquement jusqu'au milieu du siècle actuel.

### Elargissement de la mission

Pendant des années, l'Armée des USA a publiquement insisté sur le fait que ses efforts en Afrique étaient insignifiants, maintenant intentionnellement les États-Uniens, pour ne pas parler de la majorité des Africains, dans l'ignorance quant à la véritable ampleur, la dimension et la portée de ses opérations sur le continent. Tant le personnel que ceux qui dirigent les questions publiques d'AFRICOM, tous ont insisté sur le fait qu'il ne s'agissait que d'une « *intervention modérée* ». Ils évitent de parler des campements militaires et des postes avancés, affirmant qu'ils ont seulement une base dans un endroit en Afrique : le Camp Lemonnier, dans le petit Djibouti. Cela ne leur plaît pas de parler des opérations militaires : ils offrent seulement une information détaillée sur une fraction minuscule de leurs exercices d'entraînement. Et voilà qu'ils se refusent à révéler les endroits où se trouve le personnel, ou même le nombre de pays impliqués.

Lors d'un entretien, un porte-parole d'AFRICOM m'a parlé à un moment donné de sa préoccupation : si le nombre de déploiements effectués en Afrique était encore dévoilé, cela donnerait une « *image biaisée* » de l'intervention US. À huis clos cependant, les dirigeants d'AFRICOM utilisent un langage assez différent. À plusieurs reprises, ils ont déclaré que le continent est un « *champ de bataille* » US et que – nous ne nous trompons pas – ils sont déjà embourbés dans une « *guerre* ».

Selon des chiffres récents du Commandement pour l'Afrique des États-Unis, la portée de cette « *guerre* » a spectaculairement progressé en 2014. Dans sa « *déclaration de posture* », AFRICOM déclare qu'il a mené 68 opérations au cours de l'année dernière, dépassant les 55 opérations de l'année précédente. Parmi elles, les opérations « *Juniper Micron* » et « *Echo Casemate* », destinées à appuyer les missions françaises et africaines au Mali et en République Centrafricaine, « *Observant Compass* », la tentative de dégrader ou de détruire ce qui restait de la sanguinaire Armée de la Résistance du Seigneur de Joseph Kony en Afrique Centrale et « *United Assistance* », le déploiement d'effectifs militaires pour faire face à la crise de l'Ébola en Afrique de l'Ouest.

Le nombre d'exercices conjoints sur le terrain auxquels ont participé les forces US et leurs associés militaires africains sont passés de 10 en 2013 à 11 l'année dernière, y compris « *African Lion* » au Maroc, « *Western Accord* » au Sénégal, « *Centrale Accord* » au Cameroun et le « *Southern Accord* » au Malawi. Toutes les unités ont eu une formation sur le terrain et ont servi d'appui à des opérations d'instruction militaire entre armées de l'année précédente.

AFRICOM a aussi dirigé des exercices de sécurité maritime, comme l'« *Obangame Express* » dans le Golfe de Guinée, « *Saharan Express* » en face des côtes du Sénégal et a assuré trois semaines de formation en matière de sécurité maritime faisant partie de l'exercice multilatéral « *Phoenix Express 2014* », avec des marins de nombreux pays dont l'Algérie, l'Italie, la Libye, Malte, le Maroc, la Tunisie et la Turquie.

Le nombre d'activités de coopération en matière de sécurité s'est envolé de 481 en 2013 à 595 l'année dernière. Ces initiatives ont inclus l'instruction militaire dans un « *programme de collaboration étatique* » qui a regroupé des forces militaires africaines avec des unités de la Garde Nationale États-Unienne et du personnel du programme *Africa Contingency Operations Training & Assistance* (ACOTA) financé par le Département d'État, un programme à travers lequel les conseillers et les instructeurs militaires US offrent matériel et formation militaire aux troupes africaines.

En 2013, le nombre total des activités États-Uniennes sur le continent a été de 546, soit en moyenne plus d'une mission quotidienne. L'année dernière, le chiffre s'est élevé à 674. En d'autres mots, les troupes US ont réalisé presque deux opérations, exercices ou activités diverses tous les jours – depuis des attaques avec des drones jusqu'à de la formation en contre-insurrection, des opérations d'information et des pratiques de tir – quelque part en Afrique. Cela représente une augmentation conséquente si nous comparons les chiffres avec les 172 « *missions, activités, programmes et des exercices* » dont l'AFRICOM a hérité d'autres commandements géographiques quand il a commencé ses opérations en 2008.

### Des groupes terroristes transnationaux : sortis de nulle part

En 2000, un rapport réalisé sous la supervision de l'Institut des Études Stratégiques de l'École de Guerre de l'Armée des États-Unis examinait « *l'environnement de sécurité en Afrique* ». Bien qu'il y fut fait référence aux « *mouvements rebelles ou aux séparatistes internes* » dans les « *états faibles* » et aux acteurs non étatiques, comme les milices et les « *armées des seigneurs de la guerre* », il semble étonnant qu'il n'y soit pas mentionné l'extrémisme islamiste ni les menaces terroristes transnationales les plus importantes. Avant 2001 en fait, les États-Unis ne reconnaissaient aucune organisation terroriste subsaharienne en Afrique et un haut fonctionnaire du Pentagone a signalé que les combattants islamiques les plus à craindre du continent « *n'avaient pas été engagés dans des actes de terrorisme en dehors de la Somalie* ».

À la suite de 11-S, même avant que l'AFRICOM ne fût créé, les États-Unis ont commencé à augmenter le nombre des opérations sur le continent, tentant de renforcer les capacités contre-terroristes de leurs alliés et d'isoler l'Afrique des groupes de terroristes transnationaux

c'est-à-dire extrémistes islamiques globe-trotters. En d'autres mots, le continent était vu comme quelque chose de semblable à une page blanche pour tester des mesures de prévention du terrorisme.

Depuis ce temps-là, on a injecté des milliers de millions de dollars en Afrique pour construire des bases, pour armer des alliés, pour obtenir de l'information, pour mener des guerres pour le pouvoir, pour assassiner des combattants et pour diriger peut-être des milliers de missions militaires, sans que rien de tout cela n'ait eu l'effet désiré. L'année dernière par exemple, selon l'AFRICOM, les combattants somalis « *ont projeté ou ont commis des attentats mortels de plus en plus complexes en Somalie, au Kenya, en Ouganda, à Djibouti et en Éthiopie* ». Au début du mois, les mêmes combattants de *al-Shabab* ont franchi un pas en massacrant 147 étudiants dans une université du Kenya.

L'augmentation meurtrière et l'étendue de *al-Shabab* peut difficilement se considérer comme une exception en Afrique. Dans une récente intervention devant le Comité des Services Armés du Sénat, le commandant de l'AFRICOM, David Rodriguez, a rapidement prononcé les noms de nombreux groupes terroristes islamiques qui sont apparus toutes ces années, déstabilisant précisément les pays que les États-Unis avaient essayés de renforcer. Dans cette déclaration, il fit le maximum pour présenter sous leur meilleur jour les efforts militaires de Washington en Afrique, y compris en donnant une lecture rapide du – et cela vaut la peine de la citer in extenso – panorama désolant de ce que le « pivot » vers l'Afrique a significé jusqu'à présent sur le terrain. Quelques paragraphes extraits du document précisent cependant :

*« Le réseau de Al-Qaïda et ses affiliés et adeptes continuent d'exploiter les régions d'Afrique qui se trouvent pratiquement sans gouvernement et de profiter de leurs frontières poreuses pour préparer et mener des attentats. L'État Islamique d'Irak et du Levant étend sa présence au nord de l'Afrique. Des terroristes aux filiations multiples élargissent leur collaboration dans les captation, financement, entraînement et opérations, tant au sein de l'Afrique que transrégionalement. Des organisations extrémistes violentes utilisent des appareils explosifs improvisés de plus en plus sophistiqués, et le nombre de victimes à cause de ces armes en Afrique a augmenté à peu près de 40 % en 2014... Au nord et à l'ouest de l'Afrique, l'insécurité en Libye et au Nigeria menace de plus en plus les intérêts des États-Unis. Malgré les efforts multilatéraux en matière de sécurité, les réseaux terroristes et criminels accumulent des forces et ont obtenu une plus grande interopérabilité. Al-Qaïda au Maghreb Islamique, Ansar al-Sharia, al-Murabitun, Boko Haram, l'État Islamique d'Irak et du Levant, et d'autres organisations extrémistes violentes profitent des gouvernements faibles, des dirigeants corrompus et des frontières poreuses du Sahel et du Maghreb pour s'entraîner et pour mobiliser des combattants et distribuer des ressources... La menace libyenne sur les intérêts états-uniens augmente... L'année dernière, le gouvernement, la sécurité et la stabilité économique se sont détériorés de manière significative dans ce pays. Actuellement, des groupes armés contrôlent de grandes zones du territoire libyen et agissent impunément. La Libye semble devenir un paradis sûr où les terroristes, y compris Al-Qaïda et les groupes adhérents à l'État Islamique d'Irak et du Levant, peuvent s'entraîner et se refaire impunément. L'État Islamique d'Irak et du Levant est de plus en plus actif en Libye, y compris à Derna, Bengasi, Tripoli et Sebha... Les effets secondaires de l'instabilité en Libye et au nord du Mali font peser un risque sur les intérêts des États-Unis d'Amérique en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, y compris sur la réussite de la transition démocratique en Tunisie... La sécurité au Nigeria a aussi empiré l'année dernière. Boko Haram menace le fonctionnement du gouvernement, qui est confronté au défi de garder la confiance de son peuple et de garantir la sécurité et d'autres services basiques... Boko Haram a lancé des attaques à travers la frontière du Nigeria contre le Cameroun, le Tchad et le Niger... la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo courent le risque que des groupes d'insurgés génèrent une plus grande déstabilisation. Il est possible que des tensions ethniques latentes dans la région des Grands Lacs éclatent violemment dans la République Démocratique du Congo ».*

Tout cela, selon l'évaluation de la situation du continent faite par l'AFRICOM, qui a mené son travail pendant presque une décennie, au fur et à mesure qu'augmentaient les missions états-uniennes. Dans ce contexte, il vaut la peine de rappeler qu'avant que les États-Unis ne redoublent d'efforts, l'Afrique était – selon la propre évaluation de Washington – relativement exempte de groupes terroristes islamiques transnationaux.

### Faire pencher la balance en Afrique

Bien que Boko Haram jure loyauté à l'État Islamique et malgré les titres alarmistes des quotidiens regrettant leur fusion ou les mélangeant avec d'autres groupes terroristes qui agissent sous des noms semblables, actuellement il n'existe aucun État Islamique de l'Afrique. Mais le jeu de guerre qui a été mis en scène sur la base aérienne MacDill en janvier contre ce groupe imaginaire n'est pas de l'imagination, il représente une étape logique dans une série d'opérations qui se sont fortement accrues depuis la création de l'AFRICOM. Et, dissimulée dans sa *Déclaration de Posture 2015*, une information peut quand même être décelée, à savoir que les manœuvres vont continuer jusqu'en 2040.

En mai 2014, les États-Unis ont signé un accord – nommé « accord d'application » – avec le Gouvernement de Djibouti « qui assure [sa] présence » dans ce pays « jusqu'en 2044 ». De plus, les dirigeants de l'AFRICOM parlent maintenant de la possibilité de construire une chaîne de postes de surveillance le long de la frange nord du continent. N'oublions pas que, durant ces dernières années, les zones d'action, mini bases et aérodromes US ont proliféré dans des pays limitrophes comme le Sénégal, le Mali, le Burkina, le Niger, et – en sautant le Tchad (où récemment l'AFRICOM a construit des installations temporaires pour des exercices de forces d'opérations spéciales) – la République Centrafricaine, le Soudan du Sud, l'Ouganda, le Kenya et l'Éthiopie. Tout ce qui suggère que l'Armée des États-Unis se cramponne pour rester en Afrique longtemps.

« *Silent Quest 15-1* » a été dessiné comme un modèle pour démontrer comment Washington mènera la guerre de coalition « centrée sur des opérations spéciales » en Afrique. En fait, comme le sergent d'Artillerie Reina Barnett l'a écrit dans la publication spécialisée du SOCOM

« *Tip of the Spear* », elle a été programmée conformément « *au Guide de Planification 2015 du général de division James Linder, le commandant des Opérations Spéciales des États-Unis en Afrique* ». Et l'accord avec Djibouti démontre que l'Armée des États-Unis fait des plans pour presque un quart de siècle. Mais si les six dernières années – marquées par une augmentation de 300 % du nombre de missions US, et par l'étendue du terrorisme et des groupes terroristes en Afrique – indiquent quelque chose, il est probable que les résultats ne soient pas du goût de Washington.

Le commandant de l'AFRICOM, David Rodriguez, continue de présenter de la meilleure manière possible les efforts US en Afrique, citant « *une avancée dans plusieurs domaines, grâce à la collaboration étroite avec nos alliés et associés* ». Cependant, l'évaluation de la situation de la part de l'AFRICOM semble très peu encourageante. « *Là où nos intérêts nationaux nous obligent à faire pencher la balance et à améliorer les réussites collectives en matière de sécurité, peut-être devons-nous travailler plus, en préparant bien nos alliés et associés, ou bien en agissant unilatéralement* », peut-on lire dans la déclaration de posture que Rodriguez a présentée au comité du Sénat.

Cependant, après plus d'une décennie d'augmentation des efforts, peu de preuves existent de ce que l'AFRICOM ait la moindre idée de comment faire pencher la balance en sa faveur en Afrique.

Source originale en anglais : « *The U.S. Military's Battlefield of Tomorrow* », TomDispatch.

Traduit de l'anglais pour **El Correo** par : Estelle et Carlos Debiasi

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

copyright michel

.....  
graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |